

Société Civile Professionnelle d'Avocats
Philippe MERCADIER-Thierry CHEVALIER
862, rue Émile Zola
46000 CAHORS

TRIBUNAL JUDICIAIRE

07 JUIL. 2026

46000 CAHORS

CAHIER DES CHARGES ET DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS D'ADJUDICATION SUR LICITATION

**au plus offrant et dernier enchérisseur à l'audience du
Tribunal Judiciaire de CAHORS**

Doss

Ensemble immobilier situé à PAYRIGNAC (46300)

Date de dépôt du cahier des conditions de vente :

7 juillet 2026

AUDIENCE D'ADJUDICATION :

Jeudi 26 novembre 2026 à 14 heures

MISE A PRIX :

93 000 €

avec faculté de baisse de 10 % du prix

A LA DEMANDE DE :

©AVOVENTES.FR

ayant pour avocat constitué **Maître Thierry CHEVALIER**, Avocat Associé
exerçant au sein de la S.C.P. PHILIPPE MERCADIER-THIERRY CHEVALIER, 862,
Rue Emile Zola, à 46000 CAHORS (Lot) ;

EN PRESENCE DE :

©AVOVENTES.FR

Collicant

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES :

©AVOVENTES.FR

Par acte authentique du 7 avril 2018, ils ont fait l'acquisition, en indivision
pour moitié chacun, d'un ensemble immobilier situé commune de
PAYRIGNAC (46300), cadastré section E n° 93, 94 et 95 au Lieudit Nadaillac,
et section A n° 426, Lieudit Les Plasses.

Ce bien a été acquis au prix de 85 000 €, financé à hauteur de 73 600 € par
un prêt souscrit auprès de la BRED.

Le divorce des époux a été prononcé par jugement de la Family
Court at South West Divorce Unit de SOUTHAMPTON (Royaume-Uni) en
date d

Par acte en date du 29 avril 2021, a fait délivrer une
citation à devant le Juge aux Affaires
Familiales de Cahors aux fins de voir ordonner le partage de l'indivision
existant entre eux ;

par jugement mixte rendu le 11 mai 2022, le Juge aux Affaires Familiales de
Cahors a notamment :

- ordonné l'ouverture des opérations de liquidation partage de l'indivision existant entre suite à leur divorce ;
- commis pour y procéder le Président de la Chambre Interdépartementale des Notaires du Lot, du Lot-et-Garonne et du Gers, avec faculté de délégation ;
- ordonné une expertise et désigné expert judiciaire, pour notamment :
 - évaluation de l'ensemble immeuble sis à PAYRIGNAC (46300), cadastré A 426 et E 93, E 94 et E 95, et des biens meubles, ...
 - indiquer si le bien est partageable en nature et sa valeur de mise à prix en vue de sa licitation,...
- sursis à statuer sur le surplus des demandes.

Suite au dépôt du rapport de l'expert judiciaire le 1^{er} juin 2023, et par jugement en date du 23 février 2024, le Juge aux Affaires Familiales de Cahors a notamment :

- évalué le bien indivis, consistant en une maison à usage d'habitation avec dépendances cadastrée section E n° 93, 94 et 95, au lieudit Nadaillac, et section A n° 426, au lieudit Les Plasses, commune de PAYRIGNAC (46300), au montant de 93 000 €,
- ordonné la licitation judiciaire des biens indivis précités à la barre du Tribunal Judiciaire de Cahors sur le cahier des conditions de vente qui sera déposé par l'avocat de sur la mise à prix de 93 000 €, avec possibilité de baisse de 10 % du prix à chaque fois qu'aucun enchérisseur ne se sera fait connaître,
- autorisé la SELARL FROMENTEZE, avocat au Barreau du Lot, à effectuer les publicités légales et rappelle que les frais devront être préalablement taxés et seront réglés par l'acquéreur,
- jugé que les tiers à l'indivision seront admis à la licitation ;
- ordonné l'emploi des dépens en frais privilégiés de partage.

Ce jugement a été régulièrement signifié à défaillante à la procédure, et est devenu définitif, ainsi que l'atteste le certificat de non-appel délivré par la Cour d'Appel d'Agen le 26 juin 2025.

Sur requête en rectification de jugement déposée pour et par ordonnance rendue le 27 juin 2025, le Juge aux Affaires Familiales de Cahors a désigné Maître Thierry CHEVALIER de la SCP MERCADIER-CHEVALIER, en remplacement de la SELARL FROMENTEZE, pour accomplir la mission impartie dans la décision du 23 février 2024.

EN CONSEQUENCE, il sera procédé à l'audience d'adjudication sur licitation du Tribunal Judiciaire de CAHORS (Lot), le **jeudi 26 novembre 2026 à 14 heures**, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, à la vente aux enchères publiques des biens suivants :

- ensemble immobilier situé sur la commune de PAYRIGNAC (46300), cadastré section E n° 93 et E n° 94 (Lieudit Nadaillac), E n° 95 (105, Route de Nadaillac), et A 426 (Lieudit Les Plasses).

DÉSIGNATION DES BIENS A VENDRE SUR LA MISE A PRIX DE 93 000 €

Ensemble immobilier situé sur la **Commune de PAYRIGNAC (Lot)** et cadastré comme suit :

Section	Numéro	Lieudit	Contenance	Nature
A	426	Les Plasses	00 ha 07 a 45 ca	Taillis simple
E	93	Nadaillac	00 ha 79 a 80 ca	Terres
E	94	Nadaillac	00 ha 09 a 80 ca	Landes
E	95	105 Route de Nadaillac	00 ha 08 a 30 ca	Sols

Contenance totale : 01 ha 05 a 35 ca

DESCRIPTION

Ce lot est composé d'un ensemble immobilier comprenant :

- une maison d'habitation individuelle avec jardin et dépendance ,
- et terrains non-bâtis.

OCCUPATION

L'immeuble est inoccupé.

Le tout, tel que décrit dans un procès-verbal descriptif établi par la SELARL BERENGUER-BOUTIN, Commissaires de Justice à SOUILLAC (Lot) en date du 10 mars 2026, dont une copie est annexée aux présentes.

MESURAGE

Le certificat de surface habitable n'étant pas obligatoire dans le cadre de la vente d'un bien immobilier hors copropriété, le diagnostiqueur n'a pas dressé le certificat de mesurage « Loi Carrez ».

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens situés à PAYRIGNAC (Lot) appartiennent en indivision à :

- Monsie
- Madam

à concurrence de moitié chacun, et selon acte de vente en date du 7 avril 2018 dressé en l'étude de Maître Christian SERRES, notaire à GOURDON (Lot) ;

SERVITUDE

Il n'a pas été fait mention sur les titres de propriété antérieurs de servitudes pouvant encore exister à ce jour.

DIAGNOSTICS

Les diagnostics ont été dressés par la SARL SEGUIER – EXPERT IMMO en date du 10 mars 2026 et sont annexés aux présentes.

ASSAINISSEMENT

Aux termes du procès-verbal descriptif établi le 10 mars 2026 par la SELARL BERENGUER-BOUTIN, Maître BERENGUER n'a pu obtenir aucune information sur l'assainissement de la maison, ni sur le raccordement à l'eau potable et l'électricité.

URBANISME

Il a été sollicité le 26 janvier 2026 auprès de la mairie de la commune de PAYRIGNAC les certificats d'urbanisme informatifs (copies de ces demandes et récépissés du 26 janvier 2026 annexés au présent Cahier des Charges). Ces demandes sont restées sans réponse. La Commune de PAYRIGNAC ne délivre pas non plus de note de renseignement d'urbanisme.

En l'absence de réponse expresse dans le délai d'un mois de la réception de la demande de certificat d'urbanisme, l'ACQUEREUR dispose depuis cette date d'un certificat d'urbanisme tacite opposable à l'autorité administrative pendant une durée de dix-huit mois, sauf prorogation éventuelle sur demande expresse.

Le certificat d'urbanisme même tacite garantit celui qui peut s'en prévaloir que lorsqu'une demande de permis ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de validité du certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété existant à la date du certificat seront applicables au projet de permis de construire ou d'aménager ou à la déclaration préalable, sauf si les modifications sont plus favorables au demandeur.

Toutefois, les dispositions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique seront applicables, même si elles sont intervenues après la date du certificat d'urbanisme.

Le futur adjudicataire devra faire son affaire personnelle de cette situation.

Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et circonstances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait des rôles ci-dessous littéralement rapporté.

MONTANT DES ENCHERES

Lors de l'audience de vente, l'enchère est fixée à un montant de 1 000 € ;

avec possibilité de baisse de 10 % du prix de vente à chaque fois qu'aucun enchérisseur ne se sera fait connaître.

DESIGNATION DU SEQUESTRE OU DU CONSIGNATAIRE DES FONDS PROVENANT DE LA VENTE

Les fonds devront être séquestrés au compte CARPA-ADJUDICATION de la cour d'appel d'AGEN.

CHAPITRE 1^{er} – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des charges et conditions de la vente s'applique à une vente sur adjudication ordonnée par le tribunal dans le cadre général des dispositions des articles 1271 à 1281 du Code de procédure civile et de celles du Code des procédures civiles d'exécution.

ARTICLE 2 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre les parties pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 3 – BAUX ET LOCATIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle des baux, locations et occupations relatées par ailleurs.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient pu payer d'avance et qui auront été déclarés.

A défaut de cette déclaration, l'acquéreur tiendra compte aux locataires des loyers qu'ils justifieront avoir régulièrement payés d'avance ou dépôts de garantie de toute nature et il en retiendra le montant sur le prix principal de sa vente.

Il fera également son affaire personnelle de tout droit locatif ou occupation qui se révélerait et qui n'aurait pas été porté à la connaissance du poursuivant.

L'acquéreur sera subrogé tant activement que passivement dans les droits, obligations et actions des vendeurs tels qu'ils résultent de la loi, qu'il y ait eu ou non déclaration à ce sujet dans le présent cahier des charges et conditions de vente, sans aucune garantie ni recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur.

ARTICLE 4 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution et assimilés conformément à la loi s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des charges et conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit aux vendeurs à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 6 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des

lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre le poursuivant, l'avocat rédacteur ou les vendeurs.

CHAPITRE II – ENCHERES

ARTICLE 7 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir, auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 8 – GARANTIE A FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restituée, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 9 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 10 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou des parties, aux conditions de la première vente.

Si le prix de la nouvelle vente est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux vendeurs.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III – VENTE

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 12 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente seront séquestrés au compte CARPA de la cour d'appel d'AGEN.

ARTICLE 13 – VERSEMENT DU PRIX DE VENTE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L 313-3 du code monétaire et financier.

La somme séquestrée entre les mains du séquestre désigné produira intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et Consignations au profit des parties, à compter de l'encaissement du prix jusqu'au paiement des sommes distribuées.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

ARTICLE 14 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du Code Civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant la vente, en sus du prix de vente et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de la vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du Tribunal qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 15 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire. L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et

des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 16 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 17 – OBTENTION DU TITRE DE VENTE

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et de le faire signifier, dans le mois de sa délivrance et à ses frais, aux parties venderesses, et aux autres parties éventuellement constituées, au cabinet de leur avocat, à domicile élu ou, à défaut, à domicile réel.

Faute par lui de satisfaire à cette condition, les vendeurs pourront se faire délivrer par le greffe du tribunal le titre de vente, aux frais de l'acquéreur, trois jours après une sommation d'avoir à justifier de l'exécution des clauses et conditions du cahier des conditions de vente.

ARTICLE 18 – PUBLICATION

Dans le mois de la délivrance du titre de vente, l'avocat de l'acquéreur sera tenu, en se conformant aux prescriptions de la loi, de publier le titre de vente au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, aux frais de l'acquéreur et à peine de réitération des enchères.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues au paragraphe précédent dans le délai imparti, les avocats des vendeurs ou des créanciers pourront, sauf à se régler entre eux, procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par la loi ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur, par acte du Palais ; lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification, à peine de réitération des enchères, celle-ci ne pouvant être arrêtée que par leur remboursement.

ARTICLE 19 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente n'entrera néanmoins en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, qu'à l'expiration du délai de surenchère et, en cas de surenchère, que le jour de la vente définitive.

b) Si l'immeuble est loué en totalité, par la perception des loyers ou fermages, qu'à partir du premier jour du terme qui suivra cette vente, et, en cas de surenchère, qu'à partir du premier jour du terme qui suivra la vente définitive.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans aucun recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions et indemnités d'occupation qui s'avèreraient nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

La présente clause s'applique à la surenchère faite par un créancier inscrit, dans les termes des articles 2480 du code civil et 1281-14 du code de procédure civile, sauf à lui, à se régler avec l'acquéreur dépossédé en ce qui touche les fruits par lui perçus.

ARTICLE 20 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 21 – TITRE DE PROPRIETE

Le titre de vente consiste dans l'expédition du présent cahier des charges et conditions de la vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement constatant la vente.

Pour les titres antérieurs, l'acquéreur est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

La vente sur licitation n'emporte pas purge de plein droit des inscriptions hypothécaires grevant l'immeuble.

S'il y a lieu de purger les inscriptions hypothécaires parce que le prix de vente est insuffisant pour les régler toutes, le coût de la procédure de purge sera à la charge de l'acquéreur.

Sauf surenchère d'un créancier inscrit, les frais de radiation des inscriptions ainsi purgées sont avancés par l'acquéreur mais lui seront remboursés, dans le cadre de la distribution du prix, par priorité et au bénéfice du privilège accordé aux frais de justice par l'article 2375-1 du code civil.

ARTICLE 23 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le juge délégué par le Tribunal pour recevoir les enchères devant lequel la vente est poursuivie sera seul compétent pour connaître des contestations relatives à la rédaction du présent cahier des charges et au déroulement des enchères.

Le tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie sera seul compétent pour connaître des contestations relatives à l'exécution de la vente et à ses suites, quels que soient la nature desdites contestations et le lieu du domicile des parties intéressées.

CHAPITRE V – CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 24 – IMMEUBLE EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra être notifié au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée

avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 25 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devrait notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 ; cette notification doit être faite dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 26 – CLAUSE D'ATTRIBUTION

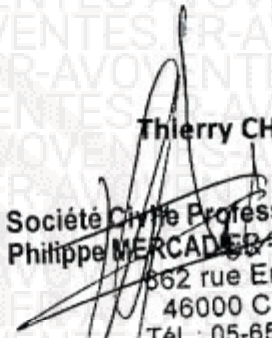
Quand la décision qui a ordonné la vente aux enchères aura expressément autorisé l'insertion de la présente clause dans le cahier des charges et conditions de la vente, le colicitant adjudicataire qui voudra en bénéficier en fera mention dans sa déclaration d'adjudication. En ce cas, cette déclaration vaudra engagement de sa part de se voir attribuer l'immeuble, et de la part des autres colicitants de le lui attribuer, dans le partage définitif pour la somme indiquée au jugement d'adjudication et d'en faire remonter les effets au jour fixé pour l'entrée en jouissance.

En ce cas, le colicitant adjudicataire sera redevable du prix de l'immeuble dans le cadre du partage définitif, sous déduction de sa part dans la succession et sous réserve des droits des créanciers.

ARTICLE 27 – CLAUSE DE SUBSTITUTION

En cas de vente de droits indivis, comme en cas de licitation de biens indivis avec l'accord de tous les indivisaires ou à défaut de contestation de la présente clause, chaque indivisaire peut se substituer à l'acquéreur dans un délai d'un mois à compter de l'adjudication par déclaration au greffe du tribunal ayant constaté la vente.

Fait à Cahors
Le 7 juillet 2026


Thierry CHEVALIER.

Société Civile Professionnelle d'Avocats
Philippe MERCADIER - Thierry CHEVALIER
662 rue Emile-Zola
46000 CAHORS
Tél. : 05-65-35-09-10
Mail : mercadier.chevalier@orange.fr

Pièces jointes :

1. Copie passeport
2. Jugement du Tribunal Judiciaire de Cahors du 23/02/2024,
3. Acte de signification du 08/07/2024,
4. Certificat de non-appel du 26/06/2026,
5. Requête en rectification de jugement en date du 24/06/2025,
6. Ordonnance du 27/06/2025 rendue par le Tribunal Judiciaire de Cahors,
7. Acte de vente du 07/04/2018,
8. Relevé hypothécaire au 28/01/2026,
9. Plan cadastral,
10. Extrait cadastral modèle 1,
11. Matrice cadastrale (relevé de propriété),
12. Récépissé de dépôt de certificat d'urbanisme de simple information
26/01/2026 - parcelles E 93 et E 94
13. Récépissé de dépôt de certificat d'urbanisme de simple information
26/01/2026 - parcelle A 426,
14. PV descriptif établi par la SELARL BERENGUER-BOUTIN du 10/03/2026,
15. Dossier de diagnostics techniques SARL SEGUIER-EXPERT IMMO du
10/03/2026.